



Facts about the Hague Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction



he problem

increased in recent years. They usually happen obtaining custody in a foreign jurisdiction.

and, too often, unsuccessful

dial parent may be reluctant to allow the child

also held. These consultations led to a committhe international agreement.



elp now available

tion that Canada has ratified. The application of

Because of this Convention, you may be able to get your child home again if the following require-

- voor child was habitually resident in Canada or access rights:
- the Convention applied to the province/terri-
- the Convention applied at the same time to the country (State) in which your child was
- vour child is under 16 years of age.

biectives of the Convention

The Convention aims at meeting the following

- b to protect children against disruptive
- the prompt return of the child wrongfully
- to ensure that rights of custody and access

hat to do first

central authority responsible for the adminis-

ow to apply for help

for a copy of a Convention-approved application

to the foreign central authority however it might be more beneficial to make the application in consultation with, and through your provincial/

- information concerning your identity, the
- all available information concerning the
- a statement of the grounds proving your the child and your custody rights.

The Convention does not require you to provide consideration of the case. Nevertheless, provide the foreign central authority with any relevant documents you may have as soon as possible In particular, a copy of a judgment or agreement granting you custody could facilitate matters.

You should also provide a declaration stating that

ranslation of documents

sion should be accepted. A State can, however, tion has made a declaration relating to the use

hat are W the time limits?

Applications should be made within one year

not be displaced again.

The Convention calls for fast action in getting

eturn of the child

Although not essential in each case, it greatly can be present in the foreign State to accompany



- court proceedings and legal counsel and be entitled to legal aid insofar as you qualify
- travel expenses to have the child returned.



word of warning

You may not get your child back if the person

- that you were not exercising custody rights
- acquiesced to it: or that there is a grave risk that the child cal harm, or otherwise be placed in an intol-

If the child objects to being returned, and is old enough and mature enough to have his or her views taken into account



rights can also be made to a central authority.

your access rights, the difficulties you are having, and suggest possible arrangements.



- discover the whereabouts of a child who has
- prevent further harm to such a child by
- secure the voluntary return of the child; and
- provide, or facilitate the provision of legal



Faits concernant la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants

Canadä

istorique

Depuis quelques années, le nombre de cas d'enlèvement international d'enfants augmente. Ce gerre d'enlèvement se produit généralement forsqu'un des deux parents, qui s'est vu refuser la garde de l'enfant, amère celui-ci dans un autre pays, d'une part pour priver l'autre parent de l'exercice de son droit de garde et, d'autre part, pour tenter d'obtenir la garde de de son enfant dans un pays étraigner.

Le parent qui a la garde de l'enfant et qui fair face à une telle situation a généralement dux problèmes: d'abord trouver l'enfant, puis s'assu rer que son droit de garde est respecté. Les moyens juridiques auxquels on a en recours jusqu'iei dans de telles circonstances prenaient beaucoup de temps, étaient coûteux et, trop suivent vaine.

L'exercice du droit de visite pose aussi des problèmes. Le parent qui a la garde de l'enfant per hésiter à permettre que ce dernier se rende dar un autre pays, le privant ainsi d'un contact ave l'autre parent.

En conséquence, la Conférence de La Haye de droit international privé a décidé, sulte 4 une proposition du Canada, d'adopter une convention internationale pour atténure ces problèmes. Le Canada a participé activement aux négociation devant aboutir à cette Convention. Tout au long de ces négociations, on a tenu des consultations dédérales provinciales, à la suite desquelles les provinces se sont engagées à adopter les lois nécessaires à l'application de la Convention.



Le Canada a été le deuxième État à ratifier la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, qui est entrée en vigueur le 1º décembre 1983. Il s'agit de la première convention importante dans le domaine de la coopération juridique internationale de la coupération a ratifiée. Son application s'est étendue aux territoires et aux provinces

râce à cette Convention, vous pouvez réussir à

- si votre enfant résidait habituellement au Canada juste avant l'atteinte aux droits de garde ou de visite:
- si, au moment de l'enlèvement, la Convention s'appliquait à la province/territoire dans lequel vous demeuriez;
- si, au moment de l'enlèvement, la Convention s'appliquait au pays (État) dans lequel votre enfant était retenu;
- si votre enfant a moins de 16 ans

bjectifs de la Convention

Acenr

la protection de l'enfant contre tout changement soudain dans sa stabilité émotionnelle

- le retour immédiat de l'enfant déplacé ou retenu illicitement dans tout État dans le milieu duquel il a été enlevé;
- de faire respecter effectivement dans les autres États les droits de garde et de visit existant dans un État.



Communiquez avec le bureau de votre procureur genéral provincial vet mainsistre provincial de la Justice ou le ministre de la Vistice en l'en l'autorité centrale responsable de l'application de la Convention. Cette autorité centrale sera en mesure de voix donner des informations, notamment à savoir si l'État concentiale sera double la Convention.

omment présenter une demande d'aide

L'autorité centrale provinciale/territoriale fournit des formulaires de demande type, recommandés pour l'application de la Convention. Vous pouvez, envoyer votre demande directement à l'autorité centrale étrangère mais, en pratique, il serait préférable de passer par votre autorité centrale provinciale/territoriale et de faire votre demande en consultation avec elle.

Votre demande doit inc

- des renseignements sur votre identité, celle de votre enfant et celle de la personne présumée avoir enlevé ou retenu l'enfant ainsi que la date de naissance de votre enfant;
- tous les renseignements disponibles qui permettraient de localiser l'enfant et l'identité de la personne avec laquelle il se trouverait;
- un exposé des motifs pour lesquels vous faites valoir votre droit au retour de l'enfant: vous devez prouver le déplacement ou le non-retour illicite de l'enfant, et votre droit de garde.

Dans le but d'accélérer l'étude des demandes, la Convention n'impose pas l'obligation de fournir dès le départ des documents à l'appui. Toutefois, il est recommandé de transmettre le plus de possible à l'autorité centrale étrangère tous les documents pertinents disponibles. Une copie d'un jugement ou d'une entente vous accordant la garde de votre enfant pourrait particulièrement faciliter les choses.

Vous devriez également fournir une déclaration selon laquelle vous autorisez l'autorité centrale étrangère à agir pour votre compte. Toutefois, l'autorité centrale peut exiger que vous désigniez un avocat pour vous représenter si l'affaire est portée devant les tribunaux.



raduction des documents

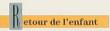
En plus de fournir les documents dans votre propre langue (français ou anglais), vous devriez en fournir des traductions dans l'une des langues officielles de l'Etat où votre enfant est retenu. Si cela est difficilement réalisable, la version française ou anglaise devrait suffire pour l'autorifé centrale étrangère. Un État peut toutefois déclare qu'il s'oppose à l'usage soit du français, soit de l'anglais, mais non des deux à la fois. Pour évier les retards inutiles, demandez à votre autorifé centrale si l'État concerné a fait une déclaration à cet effet.



Les demandes doivent être présentées moins d'un an après le déplacement ou le non-retour illicite de l'enfant.

Si une demande est faite après l'expiration d'un an du déplacement ou du non-retour illicite de l'enfant, purrait ne pas étre retourné s'il est prouvé que celui-ci ou celle-ci s'est intégré à son nouveau milleu et ne devrait pas être déplacé à nouveau.

La Convention vise à ce que l'enfant puisse être retourné rapidement et, de préférence, à l'amiable. Lorsque des procédures judiciaires sont intentées et qu'aucune décision n'a été prise dans un délai de six semaines, le requérant ou l'autorité centrale requérante peut demander une déclaration sur les raisons d'un tel retaut.



Même si ce n'est pas absolument nécessaire dans chaque cas, les choses sont grandement simplifiées si le parent qui a la garde de l'enfant peut se rendre dans l'État étranger pour accompagner celui-ci à son retour au Canada.



Les autorités centrales n'imposent aucuns frai

La plupart des frais auxquels on s'expose sont liés:

- aux procédures judiciaires et aux services d'avocats et de conseillers juridiques. Certains États fourniront des services de conseil lers juridiques gratuitement. Dans d'autres, vous aurez droit à l'aide juridique dans la mesure où vous v étes admissible, et
- aux frais de voyage engagés pour faire



se peut que vous ne puissiez faire rapatrier otre enfant, notamment si la personne qui s'y

- que vous n'exerciez pas votre droit de garde lorsque l'enfant a été déplacé, que vous consentiez au déplacement de l'enfant, ou que vous v avez ultérjeurement consentir on
- qu'it existe un risque grave que le retour de l'enfant ne l'expose à un danger physique où psychique, ou de toute autre manière ne le place dans une situation jurdérable.

e retour de l'enfant peut également être refu-

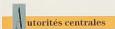
si l'enfant s'oppose à son retour et qu'il a atteint un âge et une maturité où il se révèle approprié de tenir compte de son opinion.

Si les autorités de l'autre État ont des motifs de croire que l'enfant a été amené dans un troisième État, elles peuvent arrêter les procédures ou rejeter la demande et la transmettre à l'État concerné.



On peut également présenter à une autorité cenrale une demande visant l'organisation su la protection de l'exercice effectif du droit de visite. Les autorités centrales sont obligées de projette l'exercise proteible du destint de visite.

Sur le formulaire prévu pour la demande du retour de l'enfant, on vous recommande de préciser les modalités de votre droit de visite et les difficultés que vous éprouvez à l'exercer, et de suggérer des possibilités d'entents.



es autorités centrales créées en vertu de la Jonvention collaborent entre elles et préconisent a coopération dans leur État, de sorte que les infants puissent se faire rapatrier rapidement.

- localiser un enfant qui a été déplacé ou qui est retenu illicitement;
- prévenir de nouveaux dangers pour cet enfant en prenant des mesures provisoire
- assurer le retour volontaire de l'enfant; et
- accorder ou faciliter, le cas échéant, une aide juridique, y compris les services

Au Canada, chaque province et territoire a nommé une autorité centrale chargée de l'application de la Convention. Les autorités centrales relèvent des bureaux des procureurs généraux ou les ministères de la Justice. On encourage les Canadiens à communiquer avec leur autorité cen rule provinciale ou territoriale pour demander des renseignements ou de l'aide en rapport avec la Convention aux numéros suivants.

Alberta	(400) 444 0(1
Colombie-Britannique	(604) 660-309
Manitoba	(204) 945-284
Nouveau-Brunswick	(506) 453-278
Terre-Neuve	(709) 576-288
Nouvelle-Écosse	(902) 424-404
Territoires du Nord-Ouest	(403) 873-746
Ontario	(416) 965-257
Île-du-Prince-Édouard	(902) 368-456
Québec	(418) 643-143
Saskatchewan	(306) 787-895
Yukon	(403) 667-541

fédérale pour aider les autorités centrales provinciales ou territoriales Veuilité communiquer avec l'autorité centrale pour le Canada a/s Ministre de la Justice de Procueur général du Canada, représenté par les services juridiques de droit interne du ministère des Affarés extérieures au (613) 992-6299 ou (613) 992-8608.

Publié en vertu de l'autorisation du ministre de la Justice et procureur général du Canada Gouvernement du Canada

par la Direction des communications et affaires publiques Ministère de la Justice du Canada Ottawa (Ontario) K1A OHS

^o Ministre des Approvisionnements et Services Canad 1989 No de cont. 19 70/1082

N° de cat. J2-70/1987 ISBN 0-662-55071-4